

Mais les autres Associations et, notamment celles du tissage, y sont opposées y voyant un élément d'aggravation dans l'achat de leurs propres matières premières. Le Conseil professionnel du Textile et du Vêtement vient d'adresser aux Ministres des affaires économiques, des Finances et du Commerce extérieur un avis relatif à la situation de l'industrie du lavage de la laine qui recommande des mesures qui pourraient renforcer la position concurrentielle des lavoires de laine belges. En ordre principal, il est recommandé que la taxe sur le travail à façon soit supprimée dans tous le secteur lainier.

3. PEIGNAGE.- Le peignage fut rudement touché parmi nos différentes branches lainières, comme cela ressort des quantités produites, soit 16.664 tonnes en 1954, contre 19.406 tonnes en 1953. La cause est imputable aux mesures artificielles adoptées par nos concurrents étrangers. Par exemple, les peigneurs français bénéficient d'une prime à l'exportation, ce qui a eu pour effet de faire passer les importations de peignés français de 5.000 T. en 1953 à 8.000 T. en 54.

Les pourparlers franco-belges, tendant à réduire l'aide à l'exportation sur les peignés français de 7 à 4%, ayant échoué, la Belgique mit en application un droit de 2% (1er février 1955) et la laine peignée fut remise sous le régime de la licence d'importation (9/11/54).

Cette première mesure s'est avérée efficace et prouve que, si on le désire notre industrie peut être indée d'une façon tangible. En effet, les importations en Belgique de ruban de peigné provenant de France, qui étaient de 715 T. en janvier 55, tombent les mois suivants à respectivement: 300 T. en février, 559 T. en mars, 568 T. en avril et 456 T. en mai. Par contre la production belge de ruban de peigné bénéficie d'un accroissement auquel ne sont certainement pas étrangères les mesures de défense précitées: les statistiques accusent un total de:

1.412.678 Kg en janvier	1.776.912 Kg en mars	1.341.196 Kg en mai
1.539.598 Kg en février	1.535.804 Kg en avril	1.816.190 Kg en juin

En Allemagne où nous sommes déjà handicapés par un tarif de peignage plus bas que le nôtre, il y a 6% de droits d'entrée et taxes payables à l'importation. Cela a drainé vers ce pays un volume de travail qui normalement seait venu alimenter nos usines. A ce propos il convient de mettre en vedette un exemple vécu: en acheminant ses laines vers un peignage allemand qui les travaille à façon et les exporte directement vers le destinataire étranger, le peigneur belge fait une opération plus lucrative qu'en important lui même ses laines pour les travailler à son propre ~~www~~ peignage et les exporter à son client; cela n'est pas de la théorie, car l'opération a été réellement faite et présentée chiffres à l'appui. Elle révèle une situation particulièrement grave pour nos entreprises, car la Belgique n'étant pas productrice de matières premières, elle n'a que son travail à offrir. Et cela nous rappelle l'anecdote d'un homme d'affaires d'outre-mer, qui énonçait que l'on gagne plus d'argent avec 200 hommes dans un bureau qu'avec 20.000 ouvriers dans une usine; et comme on lui demandait ce que l'on ferait des 20.000 ouvriers, il répondait qu'il n'y avait pas lieu de s'occuper de cela.

Mais c'est précisément parce que sur notre place, patrons et ouvriers se sentent intimement ~~un~~ unis pour restaurer la prospérité économique de la cité, qu'ils entendent s'occuper d'un problème où il serait tout à fait anormal que le Gouvernement, lui, "ne s'occuperait pas de cela", laissant s'aggraver le chômage et transformant notre région en un pays de courtiers. Dans le même ordre d'idées un accord commercial ou financier est détourné de ses véritables buts si le pays contractant croit s'acquitter de ses engagements en achetant fictivement à notre pays des matières premières qui n'y subissent aucune transformation, si ce n'est d'être déballées et réemballées dans un port ou un entrepôt. Si une telle opération rapporte un vague pour cent à des entreprises de courtage, elle ne constitue pour l'industrie nationale aucun apport: utilisation de main-d'oeuvre pour la transformation et tous les profits qui en découlent pour tout le pays.

Si ce système se généralisait, le commerce belge ne compterait plus que quelques courtiers, face à une armée de chômeurs, survivance d'une industrie disparue.

Cette situation a été dénoncée dans les relations avec un pays d'extrême-Orient (Japon). Exportons de la laine transformée aux différents stades par nos propres entreprises.

4. FILATURE DE LAINE PEIGNEE.- La situation en filature de laine peignée illustre particulièrement ce qui vient d'être écrit précé-

demment dans le chapitre VI.

En effet, une statistique exprimée en kilos reflète imparfaitement la situation, car la notion de production exprimée en poids est déjà faussée de par la nature des fils qui ont été produits; exemple: le tapis. Mais problème plus grave, il importe de rechercher si les prix obtenus ont été satisfaisants et c'est là que gît tout le mal. En effet notre exportation est particulièrement entravée par les mesures de dumping y instaurées par la France; outre que celle-ci nous ferme progressivement ce marché et nous concurrence sur notre propre territoire, elle nous enlève encore de nombreux ordres à l'étranger et là où nous en obtenons encore, les prix sont tellement amenuisés par l'âpreté de la concurrence, qu'ils entament la rentabilité même de notre industrie. Le mal s'accroît encore de jour en jour, car nos concurrents ainsi favorisés disposent de moyens qui leur permettent de moderniser leur outillage, les rendant ainsi encore plus compétitifs, tandis que nos entreprises, ne parlent plus de bénéfices, mais entament petit à petit leur propre substance. Il en ressort que pour ce secteur, toute diminution des charges, de quelque nature qu'elles soient, devient un impératif catégorique si l'on veut réellement survivre.

5. FILATURE DE LAINE CARDÉE.-

1.- La situation de l'exportation pour les filateurs de laine cardée se rapproche sensiblement de celle qui vient d'être dénoncée pour les peignages et filatures de laine peignée, à l'occasion de l'aide à l'exportation que la France accorde à ses nationaux; en effet, tout filateur de laine cardée établi sur le territoire français bénéficie d'une prime à l'exportation de l'ordre de 12%. Cette prime lèse par conséquent triplement notre industrie de la filature de laine cardée: a) elle permet tout d'abord au filateur français de vendre sur notre propre territoire dans une proportion croissante comme cela ressort de deux récentes statistiques: 65 T. importées en mars 55; 81 T. importées en avril 55.

b) elle rend plus compétitives les offres des filateurs français aux tisseurs des autres pays puisque vis à vis de nous, ces concurrents bénéficient de cette prime de 12%.

c) elle avilit les prix des ordres encore à prendre dans notre pays, car le fabricant qui possède une offre basse du filateur français, fait pression sur le filateur belge lorsqu'il lui donne des ordres dans la même qualité.

2.- Il n'est pas dépourvu d'intérêts de chiffrer les droits qui nous sont imposés sur les fils cardés à l'entrée, de pays qui normalement sont nos clients.

Angleterre :	7,5% à 22,5% + 9 pences
France:	10 à 12% à 25%
Allemagne:	environ 11%
Suisse:	environ 4 ou 5 fr. belges le kg;
Italie:	environ 15%
Turquie:	40 à 70%
Grèce:	100 à 395 fr. belges au kg.

Indépendamment des droits d'entrée, un régime de licences à l'importation en France évince nos exportateurs belges en relations avec ce pays. Sans doute en théorie, peut on obtenir une licence, si on se plie au régime en vigueur pour leur obtention, mais il convient de dénoncer une pratique courante, consistant à allonger les formalités dans des proportions telles que la licence est octroyée lorsque l'article a perdu tout intérêt pour le client, par suite des variations saisonnières. Un cas vécu vaut d'être détaillé: deux importantes firmes de filature de laine cardée de la place avaient remis un échantillonnage particulièrement soigné à une firme de Paris, qui qualifie cette collection de particulièrement variée et très belle. Les clients se sont toutefois désistés et ont commandé en Alsace, des articles qu'ils estiment eux-mêmes moins beaux, parcequ'ils ne veulent pas courir le risque de voir la marchandise arriver avec un sérieux retard, dû à l'octroi de la licence. Il y a quelque temps, une firme belge a eu les plus grands ennuis parceque des articles saisonniers demeuraient en souffrance et que la licence est arrivée lorsque, réellement, ce n'était plus le moment de vendre ces articles. En d'autres termes, par l'octroi officiel de licences, on contribue à la libération des échanges mais, dans la pratique, on les rend virtuellement impossibles.

3.- En suite d'un examen auquel il a été procédé dans le domaine de la filature de cardé, il apparaît que 66% du matériel seulement est en activité et ce, avec une rentabilité particulièrement peu favorable; encore faut-il inclure dans cette activité une fabrication qui n'est pas spécifiquement cardée (tapis). Les causes se présentent comme suit:

- 1°) les salaires à Verviers sont plus élevés que ceux payés dans les Flandres (30%)
 - 2°) la concurrence française dans notre pays est favorisée par la prime à l'exportation (12%) payée par le Gouvernement français à ses filateurs exportateurs.
 - 3°) le filature de cardé pâtit de la situation défavorable de ses propres clients sur le marché belge, et, à l'étranger, elle est évincée par les filateurs français, favorisés là-bas également, par la prime précitée. Les remèdes envisagés pour chacun de ces domaines sont les suivants:
- a) SALAIRES: il ne semble guère possible de les diminuer d'une façon effective et l'on peut tout au plus obtenir certains rajustements sur le plan de l'usine pour des ordres déterminés.
 - b) mise sous licence des fils étrangers qui peut enrayer la concurrence étrangère (65 T. importées de France en mars 55).
 - c) du côté des clients belges, le Gouvernement pourrait réduire la taxe forfaitaire de 10% pour les tisseurs belges qui vendent en Belgique; leur situation étant plus florissante, cela leur permettrait, par ricochet, d'acheter plus de fil.

6.- TISSAGE.- Les difficultés que traverse l'industrie du Tissage présentent simultanément un aspect national et régional.

Sous le premier aspect, le paragraphe suivant extrait du rapport 54 du Comité Central Belge de la laine, illustre particulièrement la situation. "Le tissage de tissus d'habillement continue à se plaindre, à juste titre, de sa situation. La concurrence ~~étrangère~~ est, sans conteste, plus forte dans ce secteur que dans aucun autre et les marges bénéficiaires encore plus étroites. Un métier aussi difficile, qui requiert tant de soins, d'imagination et de risques devrait évidemment, "payer".- Il n'en est rien, au contraire, et sauf de rares exceptions encore une fois. Ici intervient, faut-il le répéter, la concurrence hollandaise qui, pour ne porter que sur les genres cardés, n'en est pas moins ruineuse. Elle s'aggrave depuis peu par des importations d'une ampleur croissante à des prix que l'on qualifie d' inexplicables, de tissus italiens à bon marché."

Sur le plan régional, la situation est bien analysée par ces constatations énoncées par un fabricant particulièrement averti des problèmes de sa corporation: il semble que le tissage verviétois souffre principalement d'une évolution très profonde des habitudes vestimentaires. Etant donné les salaires élevés, la spécialisation trop rigide à laquelle prétendent ~~certain~~ certains corps de métier, c'est particulièrement par la production d'articles de qualité et de nouveauté que la place de Verviers pourrait se défendre. Or, il est de moins en moins question de qualité, la grande masse des consommateurs s'étant habituée aux articles unis, de tons neutres, sans grandes difficultés techniques, fabriqués aisément et à meilleurs compte par d'autres régions à salaires moins élevés.

La quantité des articles de choix à produire étant réduite, il est fatal que le nombre de ses producteurs traditionnels doit décroître et qu'une sélection soit en cours, qui ira en s'accroissant, à moins de pouvoir ramener à Verviers, des fabrications courantes à la faveur d'une adaptation des salaires et d'une meilleure compréhension. En effet, il ne suffirait pas d'investir dans du matériel neuf, quand par avance, il est notoire que les salaires payés sur ce nouveau matériel, dans d'autres secteurs, restent et resteraient inférieurs à ceux de notre région, et que de surcroît il faudrait prévoir des obstructions, des hostilités ou des revendications nouvelles du monde ouvrier verviétois. La crise textile généralisée actuelle, accentue les disparités de notre place avec les autres centres, ses concurrents. Il faudrait recréer un climat favorable à la consommation des textiles et des textiles de laine en particulier par une action énergique qui épaulerait de façon plus efficace, les efforts et les activités, trop souvent restés sans résultats, des associations professionnelles à l'échelon national. Si la politique du libre échange doit rester notre règle, il ne faut pas qu'accrochés sans aucun esprit critique à ce principe, nous restions sans réaction vis-à-vis des excès d'autres pays, qui, en se réclamant, nous font une concurrence impossible à combattre autrement qu'avec les mêmes armes. Nécessité fait loi, lorsque momentanément et par suite des circonstances, il faut protéger les marchés inte-

rieurs des produits finis; quand il faut favoriser l'expansion de ceux-ci vers les marchés extérieurs par des remèdes adéquats, pas un instant il ne faut hésiter! Et pour conclure, n'oublions pas que toute charge supplémentaire du prix de revient du produit fini, qu'elle soit d'origine douanière, d'ordre fiscal ou social doit être désormais exclue à tout prix."

Enfin quelques précisions s'imposent concernant la position des tissus de laine vis-à-vis des possibilités d'exportation dans les différents pays étrangers.

Dans les grandes lignes, on peut résumer la situation comme suit:

1°) Dans les pays d'Europe Occidentale faisant partie de l'O.E.C.E. on peut dire qu'en règle générale, l'importation des tissus de laine n'est plus soumise à contingentement ou autre restriction quantitative. - Font exception à cette règle:

a) La France qui est semble-t-il, le seul pays de l'O.E.C.E. qui continue à continger l'importation des tissus. Ainsi, restent soumis à contingentement, tous les tissus de laine mélangée, et l'accord commercial franco-belge qui a été signé récemment ne prévoit qu'un contingent de 7 millions de francs pour toute une année, pour les tissus et les couvertures de laine mélangée. D'autre part, les tissus, ~~livrés~~ qui théoriquement sont libérés à l'importation (notamment les tissus de laine pure) sont, par ~~contingentement~~ contre, soumis à une taxe spéciale compensatoire de 11% qui s'ajoute au droit d'entrée normal.

b) Le Danemark, quoiqu'ayant libéré l'importation des tissus, oblige l'importateur à déposer une caution représentant un montant assez élevé que l'on situe à 35% au moment de la demande de licence, ce qui freine évidemment les affaires.

2°) Dans les autres pays, la situation est bien différente. Beaucoup d'entre eux, notamment la plupart des pays de l'Amérique latine, interdisent pratiquement l'importation des tissus. Aux Etats-Unis, l'importation est libre mais les droits d'entrée sont particulièrement élevés. Nous ne parlerons pas pour mémoire, des pays derrière le "rideau de fer" où les importations sont pratiquement impossibles, si ce n'est sporadiquement et le plus souvent à la suite d'un événement politique-quand brusquement on décide d'importer une certaine qualité de biens de consommation. Quant aux mesures de dumping, le cas le plus flagrant est celui de la France. Les exportateurs de ce pays reçoivent une prime à l'exportation qui, pour les tissus, est de 16%. Inutile de dire que cet avantage ~~est~~ accordé aux producteurs français place les exportateurs belges dans une situation très difficile sur les marchés étrangers. Notons cependant que, jusqu'à présent, l'octroi de cette prime à l'exportation ne semble pas avoir augmenté dans une mesure appréciable, les importations françaises en Belgique.

7. ACHÈVEMENT.- Du fait que l'achèvement est une industrie à façon, que le travail à façon pour outre frontière est une chose pratiquement impossible, vu les difficultés douanières et la concurrence même normale étrangère, il faut conclure: a) que la prospérité de l'achèvement est liée à celle de la fabrication belge et non pas seulement verriétoise;

b) que les problèmes propres à l'achèvement sont des problèmes de firmes, et non des problèmes locaux;

c) que le rééquipement a, dans les firmes qui ont eu le courage de le faire, été effectué en qualité et en quantité plus que suffisante, pour satisfaire tous les besoins qualitatifs et quantitatifs de la production;

d) qu'aider de nouvelles firmes à se rééquiper serait englober de l'argent appartenant à tous- dans des affaires douteuses au détriment des affaires saines, qui ont fait elles-mêmes l'effort voulu;

e) que les conditions anormalement basses de rendement empêchent la continuation de ce rééquipement, même chez les firmes saines, mais que les crédits, dans ce but, ne doivent pas être donnés aux firmes actuellement retardées, mais dont le retard n'est plus à combler, et qui sont et resteront marginales;

f) que les problèmes de productivité, en achèvement, tout au moins dans les firmes qui ont fait l'effort voulu, - et il y en a suffisamment- est bien plus un problème commercial (petites mises, délais trop courts) qu'un problème humain ou de matériel. En bref, leur productivité dépend, maintenant, plus de leurs clients (et des possibilités de ces clients) que d'eux-mêmes.

XVI. CREDIT A L INDUSTRIE.

Le problème du crédit à l'industrie nécessite une étude approfondie et nous pensons, dans ce domaine, que les considérations particulièrement pertinentes du Comité Central de l'Achèvement émises en 1953, conservent à l'heure actuelle toute leur actualité. C'est pourquoi, nous reproduisons in extenso ces considérations, étant entendu qu'elles valent évidemment pour tous les autres stades du travail lainier. " Une note dans la presse a indiqué ces jours derniers la nouvelle possibilité pour la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel d'accorder des crédits à bas taux d'intérêt aux entreprises appartenant aux industries dites périmees. Dans la liste des dites industries, l'industrie textile est mentionnée. Cette initiative gouvernementale est évidemment louable en soi pour autant qu'elle soit susceptible de donner des résultats satisfaisants, tant au point de vue de l'économie générale du pays que des industries intéressées elles-mêmes. En se plaçant au point de vue de notre industrie, qui est celle de l'Achèvement textile, nous sommes amenés à présenter les remarques suivantes; L'achèvement textile belge est suroutillé. Le nombre des firmes est trop grand. L'outillage est beaucoup trop considérable par rapport aux besoins normaux. Il ne peut d'ailleurs en être autrement, car tout acheteur est obligé d'avoir un outillage très conséquent constamment disponible, et toujours inutilisé en partie, pour pouvoir répondre aux demandes des clients dont la production est extrêmement diversifiée et qui, toujours, exigent des délais de livraison très courts. Il apparaît donc qu'une aide financière qui aurait pour objet soit la création de nouvelles usines, soit l'extension d'usines existantes est contre-indiquée. En effet, une demande de crédit sera en général et sauf cas exceptionnel, faite par une firme en mauvaise posture et si elle est satisfaite, n'aura qu'un seul résultat; le maintient artificiel pour quelque temps d'une usine dont l'activité n'est pas saine, et qui normalement devrait disparaître. M. Van den Berghe, Directeur au Ministère des Affaires Economiques, Section Textile, a déclaré en sa qualité de Directeur à deux représentants officiels de l'Achèvement belge (fin 1951) que la moitié des usines d'achèvement belges devaient disparaître. Il semble donc qu'il n'y ait pas lieu de contrecarrer cette sélection naturelle. Les firmes d'achèvement qui sollicitent du crédit sont certainement celles qui, déjà en difficulté, n'en ont pas trouvé auprès des banques, et pour cause. Les capitaux qui seront ainsi prêtés par les organismes précités proviennent en dernière analyse des deniers publics alimentés par les impôts et par conséquent, par ceux payés par les firmes financièrement saines. Ces crédits serviront simplement aux firmes qui les obtiennent, à faire une concurrence anormale aux firmes saines. Ces dernières se verront, du fait de cette concurrence anormale, privées des moyens d'investissement et de rééquipement absolument indispensables dans notre industrie. Ces firmes saines se trouveront donc finalement, elles aussi en difficulté. On aura tout simplement maintenu en vie un ensemble de firmes dangereusement affaiblies, avec toutes les conséquences qui en résultent. Deux exemples récents, pris dans notre industrie, montrent en fait, qu'il en est déjà bien ainsi: a) dans la région verviétoise, un crédit de 1.700.000 fr. a été alloué par la S.N.C.I. pour permettre la scission d'une firme existante. Ce crédit a été alloué en décembre 1950. Fin 1952, la firme ainsi aidée n'a jamais payé les intérêts à la S.N.C.I. Puis elle a déposé son bilan avec un passif de 6.000.000, - et actif de environ 2.000.000, seulement. Il est vrai que cet actif sera suffisant pour couvrir la S.N.C.I. ainsi qu'un ou deux privilégiés, mais tous les autres créanciers ne toucheront rien. En fait, de 1950 à fin 1952, l'activité de cette firme a été maintenue artificiellement et a été nuisible à l'ensemble de l'industrie de l'Achèvement. b) Dans la région flamande, et dans un secteur de notre industrie spécialement atteint par le bradage des prix, dû à une sous-alimentation chronique une firme nouvelle se crée. Elle travaille très largement en dessous du prix de revient ce qui ne pourra durer. Elle vient néanmoins d'obtenir un important crédit de la S.N.C.I. Ce crédit va ainsi maintenant servir à maintenir plus longtemps en activité une firme dont l'activité est anormale, ce qui fatalement, la conduira à la liquidation. En conséquence: Nous estimons que dans notre branche d'industrie, l'octroi de

crédits à des conditions d'intérêts favorables doit être faite l'objet d'un examen très attentif, afin qu'ils ne puissent être accordés que dans des cas exceptionnels où ils se trouvent justifiés. Il est donc indispensable que ces crédits ne soient accordés qu'après une enquête très sérieuse et il serait désirable que les associations professionnelles soient consultées. Les firmes financièrement et économiquement saines sont découragées et indignées. Cet état d'esprit est dangereux. Nous demandons instamment à la Fédération de l'Industrie Textile, à la Fédération des Industries Belges et à la Fédération des Chambres de Commerce, d'étudier notre appel et d'agir, si elles trouvent que notre cri d'alarme est justifié. Si elles ne l'estime pas ainsi, qu'on nous le dise. Nous désirons une situation nette et non des vœux platoniques." Plus efficace serait certainement l'octroi de primes à l'exportation, réponse directe et logique aux mesures dont nous pâtissons lorsque nous sommes en concurrence avec des exportateurs étrangers.

XVII. ENTENTES.

Face à l'acuité de la concurrence, il semble également que des ententes entre usines d'une même branche pourraient faciliter l'obtention des commandes à exécuter en commun; c'est notamment le cas pour les adjudications et certains ordres importants pour l'Etranger. Cela existe déjà dans différents secteurs et il appartient à chaque firme de voir avec quel confrère elle pourrait entreprendre une telle entente, étant entendu qu'au début du moins, celle-ci doit être le fait d'un nombre de firmes limité.

XVIII. RECAPITULATION.

Un tour d'horizon parmi les pays étrangers où se trouve l'industrie textile qui nous concurrence, démontre la préoccupation de leur Gouvernements d'apporter une aide tangible à ses exportateurs. Le cas de la France a été suffisamment mis en vedette et tout récemment la presse économique nous apprend que le Gouvernement de Bonn porte de 5 à 7,5 milliards de DM. ses subsides à l'exportation. Les Pays Bas procèdent à de sensibles restitutions de taxes (dénommées *Omzetbelasting*) en cas d'exportation, tandis que la Grande-Bretagne stimule l'achat de produits textiles par des abaissements de taxes. Passant à la défensive, la Suisse rompt des pourparlers avec la France, face au protectionnisme intransigeant de ce pays.

Pendant ce temps la Belgique aggrave les charges fiscales et sociales de ses entreprises. Elle apparaît impassible face aux procédés anormaux de ses concurrents et laisse même impunément exporter des produits étrangers sous le couvert de contingents belges. Les responsables de l'Industrie textile n'entendent en aucun cas mêler les dissensions politiques aux problèmes essentiellement économiques et sociaux, qui les préoccupent. C'est pourquoi, ils ont constaté avec satisfaction que la situation de l'industrie textile a provoqué des interventions de la part de parlementaires, appartenant aussi bien à la majorité qu'à l'opposition. Celles-ci démontrent l'intérêt ainsi porté à l'industrie textile et constituent un précieux réconfort. N'est-ce pas le Premier Ministre lui-même qui a déclaré qu'il y avait quelque chose à faire en faveur du textile, tandis qu'à la séance de la Chambre des représentants du 21 juin écoulé le Ministre des Finances M. Liebaert, s'est exprimé en ces termes: "Le Gouvernement se rend compte des difficultés de l'industrie textile. Dans le courant de juillet nous prendrons des mesures. La différence de 1% que propose M. Dequas ne répond pas à la situation. Je demande donc à la Chambre d'attendre les mesures plus larges que, d'accord avec M. Rey, mon collègue des affaires économiques, nous nous proposons de prendre." Les organisations professionnelles se doivent de contribuer largement à la bonne information des Pouvoirs publics. C'est pourquoi une commission économique, créée au sein de la Fédération Patronale de l'Industrie Textile de Verviers, avec le concours d'industriels appartenant aux différentes branches de l'industrie lainière a procédé à un diagnostic complet de la situation actuelle, en vue de dégager des conclusions essentiellement pratiques qui permettent de rendre d'urgence à notre cité, sa prospérité d'antan. Ses investigations ont porté successivement sur: la démographie de la région et ses conséquences, sur le recrutement du personnel, le nombre d'entreprises et

l'effectif du personnel y occupé, la régression du potentiel industriel par secteur, l'activité des usines (chiffres de production, salaires payés, etc.), la rentabilité des entreprises, le problème des matières premières y compris celui de la force motrice, eau, colorants, etc..., la main d'oeuvre sous le triple aspect de la quantité, de sa qualité et de son utilisation rationnelle, ainsi que les statistiques du chômage, la question des salaires, le problème de l'outillage et des investissements, les charges fiscales, l'aspect du marché intérieur, les difficultés du marché extérieur étudiées d'une façon générale d'abord et pour chacun des secteurs ensuite, les conditions de crédit à l'industrie et les ententes entre usines pour l'obtention de commandes. Les échanges de vues auxquels a donné lieu l'examen de chacun des points ainsi envisagés ont été confrontés avec les renseignements recueillis sur le plan national, et même international. Il en est résulté que, quelle que soit l'importance relative de chacun des facteurs en cause, le mal dont souffre l'industrie textile actuellement réside dans les obstacles qu'elle rencontre à l'exportation, et notamment dans les mesures artificielles qu'utilisent certains pays concurrents, et principalement la France. Tous les éléments de l'enquête sont inscrits dans un cercle infernal, centré sur les mesures de dumping et similaires. En effet le producteur belge doit lutter, sur son propre territoire et à l'étranger, contre un concurrent rendu plus compétitif de par les mesures de protection de son gouvernement. Il en résulte que les ordres recueillis se contractent en volume et que leurs prix sont avilis par la pression de la concurrence; la notion de bénéfice s'estompe et la rentabilité est compromise; le mal s'aggrave par le fait que nos concurrents, grâce à l'aide artificielle ainsi démontrée, modernise leur matériel, tandis que les marges bénéficiaires infimes de nos producteurs compromettent l'équipement de l'outillage. Les investissements de l'intérieur deviennent impossibles et ceux de l'extérieur s'amenuisent de plus en plus, face à la défiance qui pèse sur les possibilités de rendement de l'industrie textile. La situation ainsi ~~véritablement~~ dénoncée, s'aggrave par toute intensification des charges salariales, fiscales ou sociales. Il a été dit à tort que l'on se trouve en face d'une crise lainière mondiale et que toute l'industrie textile est en perte de vitesse, mais des voix autorisées ont précisé que la crise lainière est plus accusée en Belgique que dans les autres pays européens. Cela confirme donc que les autorités responsables de notre pays ne peuvent adopter une attitude statique ~~responsable~~ face à des maux extérieurs sur lesquels elles n'auraient pas d'emprise. Au contraire, comme il y a un problème belge, il doit y avoir des solutions belges.

XIX. CONCLUSIONS.

En conséquence, les responsables de la prospérité de notre industrie sollicitent du gouvernement l'application urgente des mesures suivantes:

1°) Subordonner tout attachement à la doctrine du libre-échangeisme au respect que témoignent à cette même doctrine, les gouvernements des pays qui sont nos concurrents.

2°) Obtenir la suppression par les pays qui les appliquent, de toutes les mesures artificielles (telles qu'elles ont été détaillées par l'O.E.C.E.), qui ont pour effet de subsidier les exportations et d'entraver les importations.

3°) En cas d'échec du 2°, opposer d'urgence des mesures efficaces de rétorsion, telles que par exemple: a) instauration de contingents, b) refoulement de tout produit introduits à un prix anormal, c) établissement d'un droit spécial compensateur entre le prix des ~~marquants~~ produits belges et celui des produits étrangers favorisés par le dumping, en s'inspirant du précédent créé en faveur des producteurs d'allumettes et de baignoires (Moniteur du 1er septembre 55)/.

4°) Réserver une suite favorable à la proposition consistant à créer une prime de production de 5 f. au kg. pour les peigneurs belges de façon à permettre au bénéficiaire de réduire son prix de vente en conséquence et de prolonger éventuellement cet avantage aux stades suivants.

5°) Amener le G.A.T.T. à s'orienter vers une uniformisation générale des droits douaniers au taux le plus bas.

- 6°) Stopper toute aggravation de charges sociales, salariales et fiscales.
- 7°) Adapter nos taxes par une détaxation adéquate au régime de faveur dont jouissent nos concurrents dans leur pays (suppression des taxes sur les matières premières, entreprise d'ouvrage, fourniture de vapeur, etc..) et suspension ou dégrèvement d'impôts favorisant la modernisation du matériel (p. 8).
- 8°) En matière de Sécurité Sociale, instaurer, - même à titre temporaire, - un régime de cotisation différentielle en faveur de l'Industrie textile.
- 9°) Favoriser les firmes productrices belges de textiles par une politique de crédit appropriée aux difficultés qu'elles subissent à l'exportation.
- 10°) Réserver strictement à l'industrie nationale, les fournitures de textiles aux pouvoirs publics (armée, etc..).

25 août 1955 .

Aux Membres du Bureau Politique .

RENSEIGNEMENTS EXTRAITS DU RAPPORT ANNUEL 1954-55 de
la COMMISSION BANCAIRE .

- 1) Malgré l'amélioration de la conjoncture et la réduction de la réduction du chômage, le volume des moyens de paiement en circulation n'a augmenté que de 2.862 millions en 1954; cette expansion est nettement plus modérée que celle constatée les deux années précédentes, au cours desquelles l'activité économique a été moindre .
Il y a donc accélération de la vitesse de circulation de la monnaie .

2) 1954 - 1950 = 100

AN - NEES	Stock moné- taire Indi- ce	Pro- duc- tion In - dustr.	Indice prix de gros.	Indi- ce prix de dé- tail	Indice des Export:		Indice des import:		Revenu National.			
					En va-	En	En va-	En	Solvay.		Baudhuin	
					leur	quan- tité	leur	quan- tité	Volume En mil- liards	Indice	Volume En mil- liards	Indice
1949	98.2	96.3	95.4	101.1	96.7	91.6	83.7	89.1	286	99	253	93.7
50	100	100	100	100	100	100	100	100	289	100	270	100
51	103.7	114.6	121.4	109.5	160.2	116.9	130.3	105.4	335	115.9	301	111.5
52	110.9	105.7	114.4	110.3	148	109.6	125.7	104.3	350	121.2	311	115.2
53	113.6	106.1	107	110.1	136	120	123.8	108.7	354	122.5	314	116.3
54	116.5	113.3	105.7	111.9	139.1	131.3	130.3	119.6	371	128.4	330	122.2

31.12.45 31.8.49 31.12.54
en millions de francs3) Crédits à l'économie
prévus

13.133 27.507 51.595 + 38.462

Crédits au secteur
public

42.755 34.777 46.489 + 3.734

4) Bénéfices avoués

pour l'ensemble des banques belges et Congolaises.

Exercice 1952

Exercice 1953

en milliers de
frs.Amortissements et pro-
visions

334.354

302.591

Divers

26.559

72.226

Bénéfice de l'exercice

873.177

982.331

I.234.090

I.357.148

Bénéfice exprimé en pourcentage par rapport aux fonds propres des banques:

en 1952

11.76 %

en 1953

12.17 %

Renseignements extraits du compte rendu de la Caisse
Générale d' Epargne et de Retraite .

- 1) Le degré moyen de l'emploi passe de 89 en 1953
à 90 en 1954 .

Pendant la même période les salaires augmentent d'en-
viron 2 %;

- l'indice des prix de détail de 1,8 %
- le montant des salaires et appointements payés aux
travailleurs ressortissant à la Sécurité Sociale
de 101,5 milliards à 104.1 milliards,
- les allocations sociales de 34.4 milliards
à 36 milliards
soit une augmentation de 3,1 %,
- les bénéfices des entreprises industrielles augmen-
tent de 4,9 %

- 2) Le montant des émissions nettes ~~en argent~~ souscrites
en argent *frais* a atteint 38.9 milliards en 1954
au lieu de 27.5 milliards en 1953

- 3) Résultats obtenus par 1236 sociétés (représentant
~~35.2~~ 35.2 % des fonds de toutes les sociétés ano-
nymes belges retenues ~~par~~ statistiques)

	1953	1954	Variations en %
Résultat brut	11.386	12.198	+ 7,1
Amortissements	4.869	5.361	+ 10,1
Bénéfices nets	6.517	6.837	+ 4,9

4) <u>Epargne</u>	1952	1953	1954
		en milliards de francs.	
des particuliers	42.2	39.7	45.5
des entreprises	8.9	8.5	7.3
	51.1	48.2	52.8

Aux Membres du Bureau Politique .

RENSEIGNEMENTS EXTRAITS DU RAPPORT ANNUEL 1954-55 de
la COMMISSION BANCAIRE .

- 1) Malgré l'amélioration de la conjoncture et la réduction du chômage, le volume des moyens de paiement en circulation n'a augmenté que de 2.862 millions en 1954; cette expansion est nettement plus modérée que celle constatée les deux années précédentes, au cours desquelles l'activité économique a été moindre .
Il y a donc accélération de la vitesse de circulation de la monnaie .

2) 1954 - 1950 = 100

AN - NEES	Stock moné- taire Indi- ce	Pro- duc- tion In - dustr.	Indice prix de gros.	Indi- ce prix de dé- tail	Indice des Export:		Indice des import:		Revenu National.			
					En va-		En va-		Solvay.		Baudhuin	
					leur	quan- tité	leur	quan- tité	Volume en mill. liards	indice	Volume en mill. liards	indice
1949	98.2	96.3	95.4	101.1	96.7	91.6	83.7	89.1	286	99	253	93.7
50	100	100	100	100	100	100	100	100	289	100	270	100
51	103.7	114.6	121.4	109.5	160.2	116.9	130.3	105.4	335	115.9	301	111.5
52	110.9	105.7	114.4	110.3	148	109.6	125.7	104.3	350	121.2	311	115.2
53	113.6	106.1	107	110.1	136	120	123.8	108.7	354	122.5	314	116.3
54	116.5	113.3	105.7	111.9	139.1	131.3	130.3	119.6	371	128.4	330	122.2

31.12.45 31.8.49 31.12.54
en millions de francs

3) Crédits à l'économie prévus	13.133	27.507	51.595	+ 38.462
Crédits au secteur public	42.755	34.777	46.489	+ 3.734

4) <u>Bénéfices avoués</u>	pour l'ensemble des banques belges et Congolaises.		
	Exercice 1952	Exercice 1953	en milliers de frs.
Amortissements et provisions	334.354	302.591	
Divers	26.559	72.226	
Bénéfice de l'exercice	873.177	982.331	
	1.234.090	1.357.148	

Bénéfice exprimé en pourcentage par rapport aux fonds propres des banques:
 en 1952 11.76 %
 en 1953 12.17 %

Renseignements extraits du compte rendu de la Caisse
Générale d' Epargne et de Retraite .

- 1) Le degré moyen de l'emploi passe de 89 en 1953
à 90 en 1954 .

Pendant la même période les salaires augmentent d'en-
viron 2 %;

- l'indice des prix de détail de 1,8 %
- le montant des salaires et appointements payés aux
travailleurs ressortissant à la Sécurité Sociale
de 101,5 milliards à 104.1 milliards,
- les allocations sociales de 34.4 milliards
à 36 milliards
soit une augmentation de 3,1 %,
- les bénéfices des entreprises industrielles augmen-
tent de 4,9 %

- 2) Le montant des émissions nettes ~~en argent~~ souscrites
en argent *frais* a atteint 38.9 milliards en 1954
au lieu de 27.5 milliards en 1953

- 3) Résultats obtenus par 1236 sociétés (représentant

~~35.2~~- 35.2 % des fonds de toutes les sociétés ano-
nymes belges retenues par statistiques)

	1953	1954	Variations en %
Résultat brut	11.386	12.198	+ 7,1
Amortissements	4.869	5.361	+ 10,1
Bénéfices nets	6.517	6.837	+ 4,9

4) <u>Epargne</u>	1952	1953	1954
		en milliards de francs.	
des particuliers	42.2	39.7	45.5
des entreprises	8.9	8.5	7.3
	51.1	48.2	52.8

Epargne interne de toutes les entreprises belges
occupant du personnel.

en milliards de francs

Année	Epargne brute	Amortissements	Epargne nette
1952	32,6	23,6	9
1953	31,-	23,2	7,8
1954	31,7	23,8	7,9

Epargne brute : amortissements + prévisions et provisions à réinvestir + bénéfice réserve + différence des reports - reprises de réserves et de prévisions ou de provisions.

Epargne nette : dite moins les investissements.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - COMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIË

BRUXELLES, le 30 août 1955 .
BRUSSEL, de

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

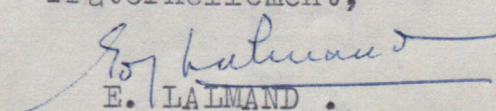
Camarade E. BURNELLE .

Cher Camarade ,

Ta lettre du 29 crt .

- 1) Concentration - Voici ce que Joye m'écrit à ce sujet:
" Les tâches courantes (lourdes en cette période de vacances à la rédaction) m'ont empêché d'y consacrer beaucoup de temps . J'ai néanmoins accumulé, au cours de semaines, un tas de compléments, ajoutes, rectifications etc..etc.. de détail . Je prends cette farde et le manuscrit avec moi en vacances dans l'espoir de retravailler tout cela et de procéder aux allègements envisagés afin que cela soit prêt à mon retour.--
Ayant regardé de plus près le travail déjà fait, j'ai constaté que, sous peine de faire vraiment trop long (donc non publiable) il faudrait se limiter aux chapitres déjà préparés .
- 2) Paupérisation - je ferai de mon mieux pour que nous soyons prêts dans le courant du mois d'octobre .
- 3) Rapports sur la situation économique - Je rédigerai moi-même la note en tenant compte de tes remarques . J'essayerai à cette occasion de répondre à la question que tu poses au sujet des causes essentielles de l'amélioration internationale de la conjoncture .
- 4) Pénétration des capitaux américains en Belgique et exportation vers l'Est - Je tâcherai de rédiger deux notes dans le courant de la semaine .

Fraternellement,


E. LALMAND .

Aux membres du Bureau Politique .

COMMERCE AVEC L'EST .

Importations venues d'Europe Orientale

en millions de francs .

<u>Pays .</u>	1950	1951	1952	1953	1954
Allemagne Orientale	123	139	171	297	289
Bulgarie	8	14	31	134	91
Hongrie	220	120	159	131	71
Pologne	348	422	272	265	224
Roumanie	11	11	21	35	96
Tchéco-Slovaquie	590	425	401	310	287
U.R.S.S.	544	839	579	836	1388
Total :	1.844	1.970	1.634	2.008	2446
Pourcentage du total des importations	1.8	1.5	1.2	1.7	1.9
Avant guerre : 6.7 %					
<u>Exportations :</u>	1950	1951	1952	1953	1954
total :	3.012	2.749	2.793	3.235	3.316
Pourcentage du total des exportations:	3.6	2	2.3	2.8	2.8
contre 4.2 % avant-guerre .					

Les *fabrics elects* ne figurent pas dans l'analyse des exportations, - ils ne semblent pas être repris dans le poste "divers" .

Ils sont apparemment compris dans la rubrique " XVI Machines et Appareils" Celle-ci figure au tableau des exportations vers l' Europe Orientale en 1954 pour un total de 331.7 millions, dont 287.2 millions pour l' U.R.S.S.

I. Evolution de la production industrielle globale en Belgique.

a) Indice de l' Institut de recherche économique de
l'Université de Louvain.

1929 = 100

1925 - 27	72.2
I929	100
I930	84.2
I931	76
I932	63.2
I933	66.8
I934	66.2
I935	72.2
I936	78
I937	87.1
I938	70.8
I939	76.5
I946	62.9
I947	74.7
I948	80.2
I949	81.7
I950	84.9
I951	100.6
I952	98.2
I953	98.2
I954	104.4

b) Indice Agefi 1936 - 38 = 100

I946	93.7
I947	110.1
I948	122.3
I949	120.7
I950	126.9
I951	144.7
I952	134
I953	142
I954	146
I955	147.7
janvier	144.4
FEVRIER	156.7
mars	153.5
avril	151.5
mai	100.3
juin	131.4
juillet	

Accroissement de la production Industrielle en U.R.S.S.
et dans les principaux pays capitalistes
de 1929 à 1951.

1929 = 100

	1929	1939	1946	1947	1948	1949	1950	1951
U.R.S.S.	100	552	466	571	721	870	1082	1266
ETATS - UNIS	100	99	155	170	175	160	182	200
ANGLETERRE	100	123	112	121	135	144	157	160
FRANCE	100	80	63	74	85	92	92	104
ITALIE	100	108	72	93	97	103	118	134
BELGIQUE	100	76.5	62.9	74.7	80.2	81.7	84.9	100.6

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE .

ANNEE.	Belgi- que.	1948 = 100						
		(2) France	Allem. Occid. (x)	Italie	Japon	Pays- Bas	Grande Bretagne	E.U.A.
1937	102	98	159	102	208	88	91	59
1938	82	90	-	101	228	89	86	46
1948	100	100	100	100	100	100	100	100
1950	102	111	180	127	142	128	114	108
1951	118	125	216	144	193	132	117	115
1952	114	131	231	147	213	133	114	119
1953	114	127	251	161	261	146	121	129
1954	124	139	282	176	278	160	129	120
1/1955	127	149	296	176	257	147	134	126
2/ "	129	153	301	174	264	150	139	130
3/ "	128	154	309	195	288	173	141	132
4/ "	-	152	318	-	282	-	132	133
5/ "	-							132

(x) 1936
(2) 1936 - 1938 .

Moyenne pour le monde capitaliste.

Au premier trimestre de 1955 - augmentation de
46 % par rapport à 1948 .

Pour la Belgique	28 %	
" Grande Bretagne	38 %	
" les Etats-Unis	29 %	
" la Hollande	56 %	
" la France	52 %	(52 %)
" l'Italie	82 %	
" L'Allemagne Occidentale	200 %	

INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE . 1948 = 100

ANNEE.	Belgi- que	France	Allem. Occid.	Italie (1)	Japon	Pays- Bas	Grande Bretagne	E.A.U.
I948	100	100	100	100		100	100	100
I950	94	103	111	98		110	105	97
I951	101	107	122	99		110	108	103
I952	99	106	125	98		107	106	103
I953	98	104	130	99		109	108	109
I954	98	105		100		114	111	99
Augmenta- tion de la production en %.	26	45	90	76		40	16	21

(1) Y compris les services publics.

BP38-1955-09

Aux membres du B.P.

Revue de la situation économique
dans le monde capitaliste.

I. Introduction

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis et avec eux la plupart des pays capitalistes, ont connu trois périodes de dépression. Chaque fois les menaces de crise cyclique se précisèrent, mais chaque fois le recul de l'activité économique s'arrêta avant de dégénérer en catastrophe.

La première dépression aux E.U. débute dès avant la fin de la guerre. L'indice de la production industrielle (1935-1939 = 100) qui atteint son point culminant - 239 - en 1943 tombe à 170 en 1946 soit un recul de près de 30%.

La reprise s'amorce en 1947, la production industrielle atteint 199 en octobre 1948, mais dès la fin de 1948 un nouveau déclin de la production s'amorce, il se poursuivra pendant la plus grande partie de 1949. L'indice de la production recule jusqu'à l'indice 163 soit une baisse de 18%.

L'augmentation de la production d'armements et la mise en application du plan Marshall provoquent une reprise à la fin de 1949. (c'était l'époque où les U.S.A. exportaient la crise en Europe). Mais la situation économique s'avérait particulièrement instable et il fallut la guerre de Corée pour empêcher un nouveau recul.

Le déclenchement des hostilités en Corée et la course effrénée aux armements qui en résulta provoquèrent un boom qui va de juin 1950 jusqu'au début de l'automne de 1953. (Il y a lieu de souligner le caractère dans une large mesure artificiel de cette période d'expansion économique, dû à la vague de spéculation sur tous les produits pouvant servir au réarmement). Il fut suivi d'un nouveau déclin au cours duquel la production industrielle diminua de 9%. La dépression fut plus prononcée et dura plus longtemps aux E.U. que dans la plupart des autres pays capitalistes. Ce n'est que vers la fin de l'automne 1954 que s'amorce une véritable reprise aux U.S.A. Elle est caractérisée par une expansion exceptionnelle de la production de l'industrie automobile. En Europe Occidentale la reprise fut due surtout à la production accrue des articles de consommation : automobiles, motocyclettes, appareils électriques, meubles et autres biens de consommation durables dont la production avait été entravée par le réarmement.

Ce bref tour d'horizon fait apparaître que le développement cyclique du capitalisme au cours de l'après-guerre se différencie par certaines particularités de son déroulement classique : stagnation ou dépression, reprise de la production, expansion fiévreuse et crise.

Les différentes phases du cycle sont moins nettement marquées et en même temps de plus courte durée qu'antérieurement, ce qui contribue à entretenir une instabilité économique profonde et chronique. La militarisation de l'économie, le recours à la guerre

(Corée) ont provoqué le retardement de la crise et la distorsion du cycle. Mais, en même temps, ces prétendus remèdes ont renforcé les contradictions inhérentes au régime capitaliste, aggravant la crise générale, créant les éléments d'une crise plus grave encore.

Au cours de la période considérée, les interventions de l'Etat dans les affaires économiques sont devenues de plus en plus fréquentes, de plus en plus directes, non seulement aux Etats-Unis, mais dans la plupart des pays capitalistes. (Renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat, c.à.d. renforcement de la mainmise ~~du~~ ~~capitalisme~~ des monopoles sur l'économie nationale par le truchement de l'Etat).

En vue de modifier le cours du développement cyclique - retarder le déclenchement d'une crise aigue, stimuler la reprise - les gouvernements utilisent des mesures "anti-crise" dont la principale a été jusqu'ici le recours aux dépenses militaires massives.

Ces initiatives du capital monopoleur en vue de modifier le rythme et l'aspect général du cycle économique, sont de nature à créer des illusions parmi les travailleurs au sujet de la possibilité pour le capitalisme d'éliminer les crises et de se transformer progressivement en socialisme.

A ce propos, il y a lieu de tenir compte du fait que le capitalisme monopoliste d'Etat a conduit à une interpénétration beaucoup plus étroite de l'économie et du politique.

Les interventions de l'Etat sur le plan économique revêtent un caractère politique de plus en plus marqué, ce qui doit permettre de renforcer la lutte des masses, d'élever ses objectifs et d'élargir ainsi sa portée.

Il ne s'agit pas pour la classe ouvrière d'avaliser par sa passivité - sinon par sa collaboration - des mesures "anti-crise" imaginées par le capitalisme aux abois, dans l'espoir qu'elles élimineront l'inévitable évolution cyclique du capitalisme qui conduit nécessairement à l'instauration du socialisme.

Certes, il ne s'agit pas pour les travailleurs de se retrancher dans la passivité, de rester indifférents devant le déroulement du cycle. Ils peuvent et doivent, au contraire, par leur lutte contre le capital monopoleur, se protéger contre les pires effets de la crise et de la dépression. Cette lutte qui doit forcément revêtir un caractère économico-politique déborde ainsi largement du cadre revendicatif. Ayant pour objet d'affaiblir le capitalisme - et non pas de lui apporter du bois de rallonge - elle fraye la route qui conduit au socialisme.

II. Situation économique actuelle.

A. Etats-Unis.

Dès le ~~printemps~~ début du printemps de cette année, c'est à dire à peine quelques mois après la reprise de 1954, la crainte d'un nouveau recul de l'activité industrielle dans un avenir rapproché, se manifestait aux E.U., ce qui confirme l'état d'instabilité chronique de l'économie qui caractérise la phase actuelle de l'évolution du capitalisme.

Cependant, la production se maintient dans la plupart des secteurs industriels. Dans l'industrie automobile - qui amorça la reprise de 1954 - l'activité demeure à un niveau élevé, quoique l'on observe un certain ralentissement. Les dépenses pour constructions nouvelles (autre facteur important de la reprise de 1954) ont dépassé de 15% en avril 1955, leur niveau pour le mois correspondant de l'année dernière.

La situation de l'emploi et du chômage s'améliore. La durée hebdomadaire du travail passe de 39,3 heures en mai 1954 à 40,7 heures en mai 1955.

Les dépenses en consommation se maintiennent à un niveau élevé.

Mais tout cela ne suffit pas pour dissiper l'inquiétude quant à l'avenir.

L'augmentation de la production industrielle ne fait qu'accentuer la contradiction entre les secteurs industriels prospères et ceux qui le sont beaucoup moins ou pas du tout (tel le textile par exemple); la contradiction entre l'industrie et l'agriculture où la crise va en s'accroissant.

" En dépit d'une réduction draconienne des surfaces cultivées, les excédents continuent de s'accroître ; les stocks détenus par le gouvernement fédéral représentaient une valeur de 7.2 milliards de dollars à la fin de 1954 pour les seuls produits dont les prix bénéficient de subventions d'Etat. De 1953 à 1955, les surfaces cultivées en blé auront été réduites de 30%....." (1)

Une partie importante de ces stocks pourrait être écoulée en U.R.S.S. et dans des pays de démocratie populaire, mais le gouvernement s'est jusqu'ici refusé à procéder à de telles transactions. Il y a toutefois de sérieuses raisons de croire qu'il sera très prochainement amené à revoir des positions.

De l'avis quasi général, les rythmes de production actuels, dans le secteur de l'automobile et du bâtiment dépassent considérablement les besoins solvables. Cela d'autant plus que les crédits octroyés pour des achats à tempérament d'autos et de maisons ont atteint un niveau inquiétant et que, comme nous le verrons plus loin, le gouvernement entend réduire considérablement l'ampleur des crédits.

Il n'y a guère, les économistes bourgeois (et d'autres) prétendaient que le libre développement du capitalisme mène forcément à une prospérité constamment accrue. Ces spécialistes sont devenus plus prudents. Ils vont jusqu'à admettre qu'il n'est pas encore possible d'éliminer toutes les fluctuations cycliques, mais selon eux, l'intervention de l'Etat peut en atténuer plus ou moins considérablement les effets.

Comme nous l'avons plus haut, au cours des dernières années les interventions de l'Etat ont visé, en ordre principal, à favoriser

(1) Mary Norris - "Les Etats-Unis peuvent-ils éviter la crise cyclique ?" - "Economie et Politique" juillet-août 1955.

les monopoles, en encourageant les investissements, en accordant des allègements fiscaux et autres avantages aux grosses entreprises, en plaçant d'importantes commandes d'armement.

Toutefois, les milieux gouvernementaux redoutent à présent que l'actuelle expansion économique, si elle n'est pas entravée, conduira à un nouveau recul de la production industrielle. Or, s'ils estiment impossible d'éviter une nouvelle récession, ils espèrent toutefois pouvoir la reculer jusqu'à la fin de 1956, c.à.d. après les élections présidentielles. Pour atteindre ce but, ils préconisent "une "modération" du boom afin de retarder l'évolution normale du cycle qui conduirait très vite à une nouvelle crise."

Le gouvernement conseille aux banques de restreindre les crédits; aux entreprises de réduire leurs emprunts et leurs stocks; aux entrepreneurs de ralentir le rythme des constructions spéculatives.

Certains dégrèvements fiscaux, qui avaient pour but d'encourager les investissements dans de nouvelles entreprises, sont provisoirement supprimés.

D'après la revue américaine "United States and World Report", le but poursuivi actuellement est " d'éviter de nourrir le boom avec des injections d'argent et de crédit ".

Comme on le voit, nous sommes loin de la formule chère à nos "productivistes" : "augmenter la productivité pour augmenter la production; augmenter la production pour augmenter le bien-être".

En freinant volontairement la création de richesses nouvelles, les dirigeants de l'économie américaine admettent implicitement les contradictions fondamentales du système capitaliste (production sociale - appropriation privée), qui implique qu'au fur et à mesure qu'augmente la production, s'élargit l'écart entre le potentiel de production et la capacité d'achat des masses. (1)

Ces besoins ont d'ailleurs été ~~gonflés~~ gonflés artificiellement pour atteindre actuellement un niveau inquiétant.

" A la fin de l'année 1954, le crédit à la consommation s'élevait au total à plus de 30 milliards de dollars. A ce chiffre on peut ajouter le chiffre record atteint pour les prêts hypothécaires immobiliers : 75.6 milliards de dollars."

Malgré cette expansion formidable du crédit à la consommation, celle-ci reste nettement inférieure à la capacité de production.

L'industrie produit actuellement plus qu'en juillet 1953 avec 500.000 travailleurs en moins.

Le revenu agricole net a baissé en 1954 de 28% par rapport à 1947 et de 10% par rapport à 1953.

(1) Il va sans dire que les besoins solvables ne doivent pas être confondus avec les besoins réels.

Royaume Uni

Pendant la période qui va de 1951 à 1954, la production industrielle a augmenté de 10%. Cette augmentation est due, en ordre principal, au gonflement de la production dans les secteurs bénéficiant des dépenses militaires.

L'économie de l'Angleterre dépend dans une large mesure de son commerce extérieur. Or, la production de guerre tend à diminuer les exportations et, par conséquent, à limiter les possibilités d'importations, d'où l'actuel malaise économique.

"La faible capacité concurrentielle de plusieurs industries anglaises d'exportation a pour cause directe l'orientation de crédits considérables vers les besoins militaires. C'est un obstacle au rééquipement des industries produisant des biens de consommation, qui se trouvent ainsi handicapées devant la concurrence étrangère." (1)
L'Angleterre, jadis grande exportatrice de houille, est aujourd'hui obligée d'en importer. Le Financial Times écrivait récemment : "l'industrie charbonnière est acculée à l'abîme."
C'est ce qui explique l'intérêt tout particulier accordé par le gouvernement anglais à la construction de centrales nucléaires.

L'économie de guerre contraint l'Angleterre à importer également de l'acier.

Le gouvernement anglais se donne actuellement pour ~~âches~~ tâches :

de limiter les investissements en vue de ralentir l'expansion économique; d'où relèvement spectaculaire du taux d'intérêt de nature à décourager les investissements;

de freiner l'inflation qui met en danger la £.

La réduction des salaires, ou tout au moins leur maintien au niveau actuel, entraînerait une diminution de la capacité d'achat des masses. Le fléchissement de la demande sur le marché intérieur serait de nature à favoriser les exportations.

Le puissant mouvement en faveur d'un relèvement général des salaires inquiète sérieusement les capitalistes anglais et les économistes bourgeois reconnaissent implicitement que le plein emploi est difficilement conciliable avec le développement "normal" de l'économie capitaliste.

Il ne faut pas que la production augmente plus vite que la productivité; le capitalisme ne pouvant impunément se passer de l'armée de réserve que constituent les chômeurs.

(1) "Temps Nouveaux" n° 29 - 1955

Allemagne occidentale.

Est en pleine expansion économique. La production industrielle au cours des premiers mois de 1955 dépasse d'environ 15% le niveau atteint au cours de la période correspondante de 1954. L'augmentation de la production dans le secteur des biens d'investissements (environ 23% en un an) constitue l'élément essentiel de l'actuelle expansion économique. Par contre, la production des biens de consommation progresse beaucoup moins vite, elle est même en recul pour les textiles, les articles de cuir, les chaussures.

La pénurie de la main d'oeuvre qualifiée s'accroît, aussi prévoit-on de nombreuses hausses de salaires au cours des mois qui viennent.

Malgré la "prospérité" les monopoles allemands ne cachent pas leur inquiétude quant à l'avenir. Ils craignent l'inflation résultant de l'excès des investissements, qui hâterait la venue de la dépression.

Ils redoutent le plein emploi qui renforce les travailleurs dans leur lutte pour une répartition plus équitable du revenu national. Ils préconisent - tout comme les monopoles américains - une modération de l'expansion économique.

Le récent relèvement du taux d'escompte de la Banque centrale allemande doit être considéré comme un avertissement dans ce sens.

France

Les milieux officiels estiment (juin 1953) que la situation économique de la France peut encore, pendant plusieurs mois, rester favorable dans son ensemble, bien que la disparité des prix avec l'étranger et l'insuffisance des investissements, soient susceptibles de modifier la tendance à plus ou moins brève échéance.

Les récents événements en Afrique du Nord, d'une part, le développement impétueux des conflits sociaux, d'autre part, sont de nature à influencer le développement ultérieur de la conjoncture.

PAYS-BAS

La production industrielle a continué à progresser au cours des premiers mois de l'année. L'augmentation est d'environ 70% par rapport à la période correspondante de l'année passée.

La progression la plus prononcée est enregistrée dans la métallurgie, l'industrie chimique et l'industrie du papier. Par contre, progression pratiquement nulle dans le textile.

Dans le secteur agricole, l'évolution des prix, au cours des derniers mois, a provoqué une diminution de la rentabilité.

Belgique (1)

La Belgique participe à la conjoncture économique favorable. Il faut toutefois souligner que la reprise a été moins marquée en Belgique que dans la plupart des pays capitalistes de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord.

L'indice de la production industrielle globale (1953 = 100) est de 103.2 contre 102.1 en 1950 et 106.1 pour les huit premiers mois de 1955 contre 100.5 au cours de la première période de 1954, soit une augmentation de 5.5%.

L'expansion se manifeste surtout en métallurgie. Pour l'acier, la production a augmenté de 31.5% de 1950 à 1954, de 17% pour les constructions métalliques tandis qu'elle a augmenté de moins de 20% pour la filature.

"L'expansion la plus prononcée a été celle de l'industrie des fabrications métalliques; ce fait démontre que la conjoncture, en son état actuel, est soutenue en grande partie, en Belgique aussi, par la production de biens d'investissement."

Soulignons, en passant, que l'indice moyen de la production agricole a passé de 117 en 1953 à 116 en 1954.

" Si l'on compare les chiffres d'avril et de janvier, mois qui comptent chacun 25 jours ouvrables, on constate que la valeur des exportations de produits en métal est demeurée quasi identique, malgré l'augmentation des exportations de fer et d'acier; les expéditions de machines et de matériel roulant ont, en effet, diminué. De même, les exportations de produits textiles ont régressé..... (2)

La détérioration de notre commerce extérieur se poursuit (augmentation de la valeur moyenne par tonne importée - diminution de la valeur moyenne par tonne exportée).

Cette évolution du commerce extérieur ne peut qu'accentuer la vulnérabilité de l'économie nationale belge particulièrement sensible aux fluctuations cycliques.

Les prix de gros des produits industriels témoignent d'une certaine tendance à la hausse, ceux des produits agricoles à la baisse, donc : nouvelle réduction des revenus de l'agriculteur en perspective.

A souligner la hausse importante de l'index des prix de détail au mois d'août. Une nouvelle augmentation du coût de la vie au cours des mois à venir, apparaît comme très probable. Ceci est de nature à impulser la lutte pour l'adaptation générale des salaires et cela d'autant plus que l'on constate actuellement une tendance au nivellement des salaires vers le haut dans les principaux pays capitalistes.

Il est à noter que la Belgique a, elle aussi, cru devoir mettre en garde contre les "méfaits" d'une expansion économique trop rapide, en relevant largement le taux d'escompte de la Banque Nationale.

(1) Les indices de la productivité, de la production, des prix, salaires et bénéfices ayant été communiqués, je pense ne pas devoir les reprendre ici.

(2) Bulletin Ministère des Affaires Economiques.

A titre d'information, voici l'avis du professeur Baudhuin, sur la situation économique de la Belgique, publié dans "La Libre Belgique" du 28 août dr. :

" Le ralentissement d'été que l'on pouvait prévoir, en raison des congés annuels, s'est produit et il a même atteint une ampleur dépassant la normale. Toutefois, il n'est pas sûr que ceci dénote un changement de tendance, et que nous soyons menacés de perdre la prospérité relative dont nous bénéficions. Les chiffres de la production industrielle en juillet marquent en effet une chute d'environ 20% sur le mois précédent, ce qui dépasse le fléchissement constaté habituellement en été."

Et le professeur conclut :

" Il faudra voir, maintenant que les congés sont finis, quelles vont être les tendances de l'économie mondiale et de l'économie nationale. Le plein emploi est réalisé à peu près partout. Il y a des signes de suremplei dans certains pays. Une remise en ordre est peut-être nécessaire. Il est possible qu'elle puisse se faire tout en marchant, mais on ne peut pas exclure l'idée d'une "pause"."

Quant au porte-parole du Ministère des Affaires Economiques, il se montre tout aussi prudent dans ses prévisions.

" la situation a été, pendant le premier semestre de 1955 plus favorable que d'aucuns ne le prévoyaient.... Bien que la confiance dans le proche avenir prédomine partout, certains milieux économiques n'en mettent pas moins le public en garde contre un optimisme exagéré. Si l'activité est très intense et si les échanges commerciaux prennent de très grandes proportions, l'image qu'offre la conjoncture est de savoir si l'évolution la plus récente de l'économie constitue un renforcement de la tendance en cours ou l'annonce d'un possible retournement."

Malgré la "prospérité", on constate, dans la plupart des pays capitalistes une certaine inquiétude quant au développement ultérieur de la conjoncture économique.

D'une part, l'ampleur de l'expansion fait redouter un recul important dans un proche avenir; d'autre part, le plein emploi favorise le monde du travail dans sa lutte pour de meilleures conditions de vie, ce qui fait peser une sérieuse menace sur le profit capitaliste.

L'évolution de la situation internationale conditionnera dans une large mesure le développement ultérieur du cycle économique.

Il est possible que nous allons vers un rebondissement de la guerre froide avec une extension nouvelle des dépenses militaires. Mais l'hypothèse d'un relâchement progressif et durable de la tension internationale est tout aussi valable.

Actuellement le vent est incontestablement à la détente, ce qui inquiète d'ailleurs certains milieux influents aux E.-U. Eisenhower et le vice-président Nixon viennent de prononcer des discours destinés à "freiner l'euphorie dangereuse dans laquelle se laissaient entraîner des millions d'Américains y compris des membres du Congrès, tentés

de conclure : "Après tout, ces Russes sont de braves gens". Peut-être pourrions nous arriver à nous entendre ."

" L'administration s'attend à des difficultés accrues, si la détente persiste, pour faire voter les lourds crédits militaires." (1)

Il n'est donc pas exclu qu'il faudrait réduire plus ou moins considérablement les 34 milliards du budget militaire, facteur principal de la prospérité actuelle.

Pour parer au danger, certains milieux influents continuent de prétendre qu'il faut "maintenir la pression sur les Russes afin de leur arracher de nouvelles concessions."

Si ce point de vue triomphait, il faudrait s'attendre à ce que les dépenses militaires soient maintenues au niveau actuel, sinon augmentées. Le choix entre la guerre ou la crise s'imposerait de plus en plus impérativement, la menace de guerre grandirait.

Mais il n'est nullement certain que les partisans de la poursuite de la guerre froide auront le dessus.

La volonté de paix des peuples se manifeste de plus en plus énergiquement. Au cours des derniers mois de profondes modifications se sont produites au sein de l'opinion publique aux Etats-Unis. L'idée de la coexistence pacifique, du rapprochement avec l'U.R.S.S. et le monde socialiste gagne chaque jour du terrain. Dans la mesure où cette idée s'empare des masses, elle peut devenir une force irrésistible capable de déterminer l'orientation de l'économie.

Quelles seraient, sur le plan économique, les conséquences d'une accentuation de la détente internationale ?

Que se passerait-il si le camp impérialiste se voyait contraint d'accepter, pour une période plus ou moins longue la coexistence pacifique entre les deux régimes ?

Nous assisterions sans doute à une extension du commerce international et à certaines modifications dans la nature des échanges.

La suppression des discriminations qui entravent actuellement le commerce Est-Ouest, mettrait à la disposition des pays capitalistes de nouveaux débouchés et sources de matières premières. Le marché mondial aurait tendance à se reconstituer.

En s'engageant dans la voie de l'expansion économique pacifique, les économies nationales seraient à même d'éliminer la grande inégalité dans le développement des différentes branches, conséquence de la militarisation de l'économie. La réduction massive des dépenses de guerre permettrait le développement des branches de l'industrie produisant des biens de consommation et, parallèlement, l'augmentation de la puissance d'achat des masses entraînant l'élargissement du marché intérieur.

La coexistence pacifique, le désarmement progressif favoriseraient l'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie nucléaire.

(1) "Le Monde" 3.9.55

L'économie belge devra s'adapter à la situation nouvelle : éliminer le déséquilibre actuel entre les diverses branches de l'économie, corriger l'orientation du commerce extérieur, prospector sans retard les marchés de l'Est, créer éventuellement de nouvelles industries, revoir la politique d'investissements, valoriser les matières premières congolaises. (plus particulièrement : uranium - thorium).

Ne perdons pas de vue qu'il s'agit d'une économie capitaliste. Compte tenu de l'actuel rapport des forces, ce serait s'engager dans la mauvaise voie que d'inviter la classe ouvrière à collaborer avec la bourgeoisie pour barrer la route à la crise économique et assurer l'expansion de l'économie. Si nous agissons de la sorte, nous nous rangerions, que nous le voulions ou non, aux côtés de ceux qui prétendent qu'au stade actuel du développement du capitalisme, la collaboration entre le capital et le monde du travail est le moyen le plus efficace d'assurer, sans recours à la violence, le passage d'un régime à l'autre.

Or, il est clair qu'une telle attitude ne pourrait que déforer les travailleurs dans la lutte pour de meilleures conditions de vie et pour ~~supprimer~~ la suppression de l'exploitation capitaliste.

C'est en fonction des intérêts des travailleurs - qui sont et resteront opposés à ceux des capitalistes - que la classe ouvrière doit apprécier les mesures économiques prises par la bourgeoisie et déterminer la position à adopter à leur égard.

De même que l'action des masses peut amener le gouvernement à renoncer à une politique de préparation à la guerre pour s'engager dans la voie du progrès social, les travailleurs peuvent, par une pression constante exercée sur la patronat, ~~influer~~ influencer favorablement sur l'orientation de l'économie.

Peuvent agir dans ce sens des revendications telles que :

- l'élargissement du marché intérieur, par l'accroissement du pouvoir d'achat des masses - l'augmentation des salaires - réduction de la durée du travail; extension de la sécurité sociale, augmentation du revenu des agriculteurs, par l'application des prix minima garantis
- par la création d'industries nouvelles, le développement d'industries existantes en vue d'assurer une utilisation plus large de main d'oeuvre qualifiée (1)
- un programme de grands travaux d'utilité publique
- la réduction des dépenses militaires - de la durée du service militaire
- la libération complète des échanges.

(1) Le département des Affaires Economiques a publié récemment une liste d'articles dont on pourrait utilement entreprendre ou développer la production en Belgique : aciers spéciaux, radio, télévision, instruments d'optique, outils de précision, équipements radar, machines de bureau, emballages métalliques, équipements frigorifiques, produits chimiques et pharmaceutiques, équipements divers pour industrie aéronautique.

7.9.55

Aux membres du B.P.
-----I. Investissements américains en Belgique.

Pour la Belgique estimés à 60 millions fin 1926
à 62.9 " " 1943
à 64.9 " " 1950

Investissements nets (en million de \$)
=====

1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
3	7	3	(1)	3	13	- 2	9

Détails des investissements en 1952 et 1953

	Total	Mines & sidérurgie	Pétrole	Industrie transforma- tion	Commerce	Actions
1952	- 2	-	2	- 3	(1)	(1)
1953	9	-	4	3	1	(1)
	-----	-----	-----	-----	-----	
	+ 7	-	+ 6	-	+ 1	

(1) Moins de 500.000 \$.

Aux montants cités plus haut, il y a lieu d'ajouter les bénéfices non distribués et réinvestis qui s'élèvent à 9 millions pour 1951 et 10 millions pour 1952; ce qui portent les investissements totaux à 95 millions \$ à fin 1952 .

Il est à noter qu'en deux années (1950-51), les investissements américains en Belgique ont augmenté de plus de 26%.

Au début de l'année, M. Liebaert déclarait que depuis la guerre 75 firmes américaines avaient installé des filiales ou des succursales en Belgique.

A l'initiative du Département des Affaires Economiques, il a été créé fin 1954 1) une société belgo-américaine de coopération industrielle destinée à aider les placeurs de fonds potentiels; 2) un département nouveau au Consulat de Belgique à New-York pour guider les premiers pas des Américains intéressés.

La "Banque de Bruxelles" vient de publier une brochure "Facts about Belgium" destinée à être diffusée aux Etats-Unis et qui a pour objet d'encourager les investissements américains dans notre pays.

~~=====~~~~=====~~~~=====~~
~~XXXX~~

II. Investissements américains au Congo.

Acquisition, il y a quelques années; par un groupe financier américain d'un gros paquet d'actions Tanganyka, société elle-même actionnaire de l'Union Minière.

Le financement du plan décennal serait assuré pour une bonne part par des capitaux américains.

Crédits américains pour construction de la base de Kamin
" " d'un réseau routier stratégique (8.000 miles)

Crédit 1.700.000 dollars à Soc. belge Géomine pour acquisition équipement mines (minerais stratégiques).

Ces renseignements datent de 1950.

Les Américains s'intéressent vivement au plan d'industrialisation du Bas-Congo. (Un article - paru à ce sujet dans le D.R. du 20/5/55).

La semaine dernière, le professeur Baudhuin signalait d'importants achats sur le marché de Bruxelles de valeurs congolaises pour compte de l'étranger. Il s'agit très probablement d'achats pour compte des Etats-Unis.

10.9.1955

Au cde BURNELLE

Complément à la note relative à l'évolution
du nombre d'ouvriers et employés.

1) A la fin de l'année 1953, les catégories non encore assujetties étaient :

- a) les travailleurs liés par un contrat de service domestique - (gens de maison) ;
- b) les membres d'une entreprise familiale (où ne sont occupés habituellement que des membres de la famille, sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur);
- c) des travailleurs liés par un contrat d'apprentissage.

Le régime de la sécurité ne comprend ni les travailleurs frontaliers résidant en Belgique, ni les travailleurs indépendants (professions libérales, chefs d'entreprises comme tels, agriculteurs indépendants, commerçants), ni les agents définitifs (ouvriers et employés) des pouvoirs publics, ni les miliciens.

2) Nous ne possédons pas d'indications quant aux catégories retenues pour les divers recensements.

- a) Pour les recensements de 1920 et 1930, les professions libérales, les agents des pouvoirs publics, les gens de maison n'ont pas été retenus.

Les totaux renseignés pour 1920 et 1930 comprendraient donc, outre les catégories comprises dans les chiffres de l'O.N.S.S.

- les frontaliers ;
- les membres d'une entreprise familiale (voir 1/a);
- les travailleurs liés par un contrat d'apprentissage;
- les chefs d'entreprises comme tels;
- les agriculteurs indépendants;
- les commerçants;
- les miliciens. (Ce n'est pour le recensement de 1947 qu'on les mentionne comme "non compris").

- b) La comparaison des chiffres fournis pour 1947 (recensement et O.N.S.S.) donne une différence d'environ 17.000 unités, ce qui semblerait indiquer que les mêmes catégories ont été retenues.
- c) Le recensement de 1937 ne retient que le personnel occupé dans l'industrie et le commerce. On obtient ainsi un total inférieur de 705.000 unités à celui du recensement de 1930.

L'O.N.S.S. retient en outre : Agriculture - Transports et Communications - Hôtellerie - Services Publics et autres services d'intérêts généraux, ce qui représentait en 1953 environ 300.000 unités. Si nous les ajoutons aux chiffres de 1937, nous arrivons à 1.405.000, soit une différence de 425.000 par rapport à 1930.

On serait tenté de supposer que cette différence couvre les diverses catégories reprises dans les recensements de 1920 et 1930 et qui ne sont pas retenues par l'O.N.S.S.

J'estime toutefois que cette hypothèse peut difficilement être retenue vu que le total des seuls membres d'entreprises familiales, agriculteurs indépendants, artisans et commerçants doit dépasser de très loin les 400.000.

Actuellement environ 12% de la population active, soit plus de 400.000 personnes, ~~xxxxx~~ sont encore actives dans le seul secteur de l'agriculture.

De ce qui précède, je crois devoir conclure qu'il nous est impossible, avec la documentation dont nous disposons actuellement, de procéder à une comparaison valable entre les données fournies par les recensements, d'une part, et l'O.N.S.S., d'autre part.

E. Lalmand.

BP 38-1955-10

Note pour les camarades du Bureau Politique sur

LE PRIX DU BLE INDIGENE DE LA RECOLTE 1955.

Le gouvernement vient de prendre une décision relative au prix du froment de la récolte de 1955.

Que dit cette décision ?

Le prix de direction moyen sera de 470 f/100 Kf.

Le prix évoluera suivant l'échelle suivante:

Août - Septembre :	450 fr	Février	474 fr
Octobre	455 "	mars	478 "
novembre	460 "	avril	482 "
décembre	465 "	mai	486 "
Janvier	470 "	juin	490 "

Ces prix s'entendent pour une incorporation de 400.000 T. de blé indigène dans la mouture. Mais une retenue de 20 fr sera opérée sur tous les sacs vendus afin de compenser les charges supplémentaires éventuelles découlant d'une incorporation supérieure à 400.000 T.

Explications :

Le prix ~~n'est pas un prix garanti~~ de direction n'est pas un prix garanti .

L'incorporation :

Le pain est fait avec une farine provenant d'un mélange de blé indigène et de blé étranger généralement U.S.A.

Le ~~dosage~~ dosage est variable. En ce moment il atteint
25 % d'indigène, mais il pourra monter jusqu'à
50 %

Les charges supplémentaires :

Le prix de la farine (et donc du pain) dépend du prix du blé.

Le prix ~~actuel~~ du pain est calculé sur la base d'un prix moyen du blé indigène de 450 frs . Prix qui ne modifie pas le prix du pain s'il n'y a pas plus de 400.000 T. de blé belge dans la mouture.

S'il y en avait plus le prix hausserait . Pour l'éviter il faut accorder une compensation à la meunerie .

N.B. - les U.S.A. - présentent en ce moment du froment de leurs super-stocks à un prix de 1/2 inférieur à celui du blé belge .

Conséquences de la mesure du gouvernement :

En 1954 le prix de direction moyen était de 470 frs et il n'y avait aucune retenue .

La décision actuelle $470 - 20 = 450$ frs . équivaut à une baisse de prix à la production agricole .

En 1954 on a incorporé 470.000 T. sur 575.000 T. produites . En ramenant l'incorporation à 400.000 T. le gouvernement rend la liquidation de la récolte plus difficile . (Elle peut être estimée à 575 à 600.000 T.)

La meunerie paye donc le blé moins cher cette année que l'an dernier. Mais le prix du pain n'est pas modifié .

Il y a donc accroissement du bénéfice de la meunerie.

La retenue faite au détriment des paysans servira aux meuneries (20 frs) .

L'échelle des prix défavorise les petits et moyens paysans .

Ceux-ci sont contraints de vendre vite leur récolte par besoin d'argent et manque de moyens de stockage . Ils vendent donc aux prix les plus bas 430 - 440.

Mais en ce moment l'afflux de l'offre faite par la petite production marchande permet aux minotiers de payer moins encore . Le prix de direction n'est plus respecté, on fait 410 - 415 - 420 au lieu de 430. (prix de direction:450)

Donc les meuniers payent 410 fr du blé qui est compté 450 pour établir le prix du pain .

Toute cette politique du blé est dominée par deux faits: 1) La dictature du monopole de la meunerie sur le marché intérieur (bénéficiant de l'appui du gouvernement)
2) L'adhésion de la Belgique à l'accord international du Blé en vertu duquel elle est acheteuse chaque année de 5 à 600.000 T. de blé à un prix déterminé.

Elle a pour conséquence :

1. De mettre les paysans - surtout les petits et moyens - dans une mauvaise situation - diminution de pris, liquidation difficile .
2. de faire reculer la production indigène,
3. de nous amener à dépendre toujours plus de l'étranger.

Conclusions :

Le Parti doit prendre position sur cette question .

- 1) pas de retenue de 20 fr (faire payer la meunerie)
- 2) prix uniforme pour tous : 470
- 3) incorporer plus de blé indigène
- 4) dénonciation de l'accord du blé
- 5) prix minima garanti .

o o o

Proposition :

- article dans le D.R. quotidien
- " " D.R. Dimanche
- projet de tract pour les fédérations rurales , ou
ayant possibilités contacts ruraux .
- question parlementaire sur l'usage de la retenue
de 20 frs .

G. FROMENT .

15.10.55

Aux membres du B.P.

Revue de la situation économique dans le monde capitaliste

I. Considérations générales.

Au cours de la période sous revue une grande activité a continué à caractériser la conjoncture mondiale. Néanmoins, les inquiétudes au sujet du développement ultérieur de la conjoncture, dont nous faisons état dans le précédent rapport, ne se sont pas dissipées.

Bien que les indices de la production ne dépassent que de peu les maxima atteints au cours du boom précédent (aux E.U. 4 à 5%), on décèle une tendance quasi générale à freiner l'expansion en l' "étalant", afin de retarder la récession.

La réaction brutale de la baisse des fonds de New York à la maladie du Président Eisenhower est généralement interprétée comme le reflet de l'inquiétude dont question plus haut.

" Les indices économiques de la production, de la consommation, les poussées des salaires, l'expansion énorme du crédit, accompagné d'un relèvement presque général du taux d'escompte par les banques centrales forment des conditions qui pourraient éventuellement contenir des ferments d'inflation.

Aux Etats-Unis, au Royaume Uni, en Allemagne occidentale et, dans une certaine mesure, en France, on observe certains étran-
gements qui peuvent mener à l'inflation." (1)

Le gonflement artificiel du crédit peut, pendant un certain temps, neutraliser la contradiction entre la production et la capacité d'absorption, mais la contradiction s'affirmera d'autant plus brutale lorsque, le boom passé, il s'agira de lever les traites tirées sur l'avenir.

"Le Standaard" écrivait récemment à ce sujet :

" ... les producteurs se basent par leur expansion sur des possibilités de vente fortement flattées grâce aux ventes à tempérament. Par le crédit à la consommation on dépasse les besoins solvables futurs. Le jour viendra où ce dépassement de l'avenir prendra fin. Cela se produira à un moment où la demande aura déjà été réduite pour d'autres raisons. Il apparaîtra alors que le potentiel de production disponible est trop grand. Le contrecoup sera d'autant plus violent que les crédits accordés auront été plus volumineux. En ce qui concerne les U.S.A., il pourrait bien apparaître plus tard que la grande expansion du crédit à la consommation a été une des causes principales de la hausse."

Aux Etats-Unis l'inflation est en train de s'accélérer et certains milieux financiers s'en accommodent d'ailleurs fort bien.

(1) Bulletin Mensuel - Affaires Economiques.

Ils y voient en effet une source nouvelle de profits qu'ils ne sont nullement désireux de tarir ... (solliciteurs de crédits).

Aux Etats-Unis le crédit, c.à.d. le gonflement artificiel de la demande solvable a pris des proportions inouïes. Pendant les six premiers mois les prêts des banques ont augmenté de 4 milliards de \$ alors que pendant le premier semestre de 1953, cet accroissement n'avait atteint que 1 milliard de \$. Dans le domaine des prêts hypothécaire sur maisons d'habitation, les dettes contractées ont augmenté de \$ 6,9 milliards quant aux achats à tempérament, ils ont augmenté de \$ 2,5 milliards, soit + de 10%.

C'est ce qui amenait Mr. Bangers, sous-secrétaire au Trésor, s'adressant à un Congrès de banquiers américains au début du mois, à mettre en garde contre "un excès d'endettement qui peut amener toute l'économie dans une récession.

En Angleterre l'inflation a pris dès à présent des proportions inquiétantes.

Commentant, il y a quelques jours à un Congrès du Parti Conservateur, la situation économique en Angleterre, Mr. Buttler, chancelier de l'Echiquier, déclarait :

" Le salut se trouve sur la voie des sacrifices", et précisant sa pensée, il ajoutait :

" Si nous pouvons réduire les prix à la production, si, en même temps, l'intention manifestée au Congrès des Trade Unions de modérer les revendications sociales étaient mises en application, le gouvernement serait en mesure d'amener la stabilité des prix."

En Allemagne, même son de cloche. Les milieux industriels estiment que les salaires ayant monté, il est maintenant trop tard pour provoquer une baisse des prix - pour eux il faut chercher la solution dans la réduction de l'emploi de la main d'oeuvre par la "rationalisation accélérée des processus de production."

La menace d'inflation pèse sur les Etats-Unis et la plupart des pays de l'Europe occidentale. Elle est peut-être moins précise en Belgique, en France et en Italie, mais même dans ces pays, on estime nécessaire d'attirer constamment l'attention sur le danger latent.

Les milieux patronaux - et les gouvernants - se servent du spectre de l'inflation, pour s'opposer aux revendications ouvrières, pour exiger des travailleurs de nouveaux efforts, de nouveaux sacrifices pour lesquels ils seront récompensés ... plus tard.

Apparemment les capitalistes redoutent moins une crise qu'ils supposent devoir être peu profonde et de courte durée.... que la modification importante de la répartition du revenu national exigée par les ouvriers. C'est pourquoi ils ne cessent d'affirmer que le relèvement des salaires (y compris la réduction de la durée du travail) est la cause essentielle de l'inflation (spirale infernale) alors qu'elle résulte incontestablement en ordre principal du gonflement des dépenses militaires en particulier et de l'ensemble des

dépenses improductives en général, et de l'expansion démesurée du crédit et de l'endettement.

La menace d'inflation est utilisée pour freiner, sinon briser le puissant courant revendicatif qui se développe actuellement à l'échelle internationale.

Un journal bourgeois écrivait récemment :

" La première vague de grèves sérieuses qui vient de traverser l'Allemagne occidentale a tout à coup éveillé l'attention sur les dangers d'inflation existant dans ce pays...
... il a fallu attendre les revendications sociales pour que le problème se posât avec plus d'acuité".

La poussée en faveur de la réduction de la durée du travail s'accroît dans plusieurs pays. Par ailleurs, des résultats appréciables ont été obtenus récemment en ce qui concerne le relèvement des salaires.

"La Libre Belgique" démontrait récemment, en se servant de documents officiels, que les salaires anglais sont à présent au niveau des salaires belges.

En ce qui concerne la France, le rapport mensuel des Affaires Economiques écrit " Des grèves ont éclaté dans de nombreuses villes françaises, surtout dans l'Ouest. Dans les chantiers navals, l'accord de St. Nazaire et l'augmentation de 22% qu'il entraîne, ont une valeur d'exemple considérable."

Les faits l'ont confirmé. Depuis l'accord fr St. Nazaire, des augmentations substantielles ont été obtenues dans plusieurs secteurs.

En Allemagne, l'augmentation des salaires atteint 7,7% par rapport à mai 1954. Les revendications actuelles des ouvriers et employés visent en moyenne 12% d'augmentation de leurs salaires.

En Hollande, au cours des deux dernières années, les salaires ont augmenté beaucoup plus rapidement qu'en Belgique.

Il est clair que la réduction progressive du chômage et le manque de main d'oeuvre dans plusieurs secteurs "prospères" créent un climat favorable pour les luttes revendicatives.

Dans la brochure publiée en 1952 par l'Office belge pour la Productivité, on pouvait lire :

" Les répercussions du plein emploi sur la production ne sont pas toujours favorables. La production industrielle tend à diminuer. Il suscite un va et vient, l'absentéisme, le fléchissement de la discipline de travail."

Il n'y a pas de doute que si le chômage montrait une tendance à augmenter, les travailleurs s'en ~~trouveraient~~ trouveraient déforçés dans leur lutte. D'où tout l'intérêt pour les capitalistes d'obtenir un accroissement du rendement du travail qui per-